



VENDUS !

Un vendredi noir dans l'histoire d'ENGIE

Vente EQUANS- une procédure hâtive pour cacher les périls à venir

A Montreuil, le 06 novembre 2021,

Quand le pays a besoin de services publics énergétiques performants et d'une vision long terme dénuée d'intérêts électoraux, les financiers les démantèlent au meilleur prix (pour eux !).

Quand les prix des énergies flambent, ils préfèrent vendre quitte à mettre en péril salariés et usagers.

Vendredi 5 novembre 2021, Le Conseil d'Administration d'Engie a voté pour l'entrée en négociation exclusive avec Bouygues pour le rachat d'EQUANS. La CGT a toujours exprimé son opposition au projet car il s'agit d'une décision très grave pour l'avenir du Groupe et son personnel. Mais la vente n'est pas encore réalisée, la bataille contre le démantèlement d'Engie continue.

Un vote hâtif

Afin d'éviter la catastrophe médiatique lors de la vente de suez (et les enquêtes en cours) et pour ne faire télescoper ce sujet avec le débat des campagnes présidentielle et législative, Le Président d'Engie a mis les bouchées doubles pour passer en force et déterminer dans les plus brefs délais le choix du repreneur : avancée de la date du conseil, vote immédiat... 3 jours après la remise des offres définitives, l'affaire est entendue ...

Tout a été fait, depuis le début, pour mettre l'ensemble des parties prenantes devant le fait accompli et ainsi empêcher tout débat et interrogation sur ce projet. Pourtant celui-ci, tellement structurant pour le groupe, demandait un examen approfondi tant sur le plan social que sur les conséquences industrielles et politiques.

Le CEE d'Engie a pointé les lacunes des dossiers, demandant l'amélioration sociales des offres et la négociation des garanties, nombre d'élus de la République se sont exprimés sur les dangers de ce projet mais rien n'y a fait, les profits de quelques-uns ont, comme d'habitude, constitués la ligne de conduite du CA d'ENGIE.

Que dire de l'Etat, dont Martin Vial (Président de Agence des Participations de l'Etat, APE), disait encore 2 jours auparavant à la télévision, ne pas encore avoir reçu les offres et ne pas être en capacité de se prononcer... Pas un mot de l'Elysée, de Matignon ou du Ministère de l'économie, il vaut mieux démanteler dans le silence ! Les représentants de l'Etat ont voté d'une seule voix, POUR la vente d'EQUANS à Bouygues. Les amitiés et les alliances ont-elles pris le pas sur l'Etat fort et l'Etat stratège ? Pris le pas sur le bien commun ? ou est-ce simplement un « cadeau » politique ?

Une cible : la fin d'Engie

Comment justifier de sortir EQUANS du groupe en lui prédisant un avenir aussi prometteur et lucratif ? Comment être si élogieux sur les équipes d'EQUANS dans le communiqué de presse tout en vendant au plus offrant cette entité ?

Jean-Pierre Clamadieu et son équipe ne sont-ils pas capables de développer EQUANS en interne chez Engie, en lien avec les activités énergies ?

Bouygues reprend EQUANS sans changer de sa structuration actuelle, y ajoute sa propre structure beaucoup plus petite, et devrait, selon les communiqués de presse, réaliser ce qu'ENGIE ne saurait en capacité de faire ! Compte tenu des synergies et de la forte croissance attendues sur les prochaines années, Bouygues annonce même le multiple de la valeur d'entreprise/ROC 2026 s'établirait de 11,4 x ! (Voir CP Bouygues), joli pied de nez à la direction d'ENGIE.

ENGIE doit se simplifier pour être compris par le marché ... Etonnant quand les activités de Bouygues vont eux de la télévision avec TF1 et l'achat de M6, à la construction, en passant par les télécom et désormais par les services à l'énergie ?

ENGIE souhaite accélérer son développement dans les énergies renouvelables (ENR). Selon les dires de la directrice général, 7 Mds€ (45% du montant des cessions) serviront au développement des ENR. 7 Mds€ sur les 3 prochaines années, cela fait 2,333 Mds€ par an, soit moins qu'en 2019 avec 2,4 Mds€.

Serait-ce donc pour une autre raison ? Avec l'instauration lors de l'assemblée générale de 2021, d'un plancher pour les dividendes et la mise en place de la fourchette Clamadieu qui distribue entre 65 et 75% des résultats récurrents, nous tenons là un des éléments de réponse

Cette décision, après celle de vendre Suez, est un des volets du choix délétère du Président Clamadieu et du gouvernement : dépecer Engie pour vendre les morceaux au plus offrant afin d'accomplir la simplification « il y a un énergéticien de trop dans ce pays ».

Les dangers sont immenses pour tous les salariés du Groupe, dans EQUANS ou hors EQUANS. Les propos lénifiants sur l'avenir venant du Président et de la DG ne sont que poudres aux yeux : tout le monde vise en hauts lieux (et à la tête de l'Etat en particulier) la disparition d'Engie.

Un avenir sombre pour les salariés d'EQUANS

Le repreneur potentiel, Bouygues, voudra atteindre les objectifs de rentabilité annoncés par Engie et même au-delà, car il lui faudra rentabiliser le surcoût considérable qu'il a consenti pour acheter EQUANS (7,1 milliards d'euros soit pratiquement 10% de plus que le fond Bain Capital selon le journal « Le monde »).

Cela ne pourra se faire, selon nous, qu'avec une casse sociale importante. Certes il y a les "promesses sociales" : mais celles-ci sont très ambiguës. Par exemple, "ne pas faire de PSE avec licenciements pendant 5 ans" n'interdit pas de faire des licenciements, ni des plans de départs "volontaires" et encore moins des cessions...

En outre, Bouygues est bien connu pour son absence de dialogue social et sa pratique systématique de blocage des organisations classiques (particulièrement la CGT) pour ne tolérer que des syndicats "maison" ... qui auront à cœur de défendre leurs intérêts contre les salariés d'EQUANS.

Une autre logique est possible

La CGT continuera à mobiliser contre cette opération, porteuse d'une catastrophe industrielle et sociale inéluctable. Elle étudiera toutes les possibilités pour arrêter ce projet.

Ses représentants continueront en premier lieu à porter l'exigence d'un accord tripartite entre ENGIE, les organisations syndicales d'EQUANS, et le repreneur potentiel pour suivre au plus près leurs réels engagements. Après tout, puisque les échanges entre le CEE, la direction d'ENGIE et les candidats repreneurs ont été une première réalisée sur la place de Paris, pourquoi ne pas continuer dans l'esprit de la loi Pacte, cette ouverture vers toutes les parties prenantes ?

C'est bien là le moyen d'inclure l'exigence du maintien de la démocratie sociale dans le Groupe...

La Nation a besoin d'entreprises de service public de l'énergie pour avancer rapidement dans la transition énergétique en répondant aux besoins. On le voit aujourd'hui avec la hausse des tarifs de l'énergie.

Ce n'est pas le moment de démanteler les grandes entreprises historiques mais au contraire de les consolider au service des citoyens.

Contact : Yohan THIEBAUX, Coordinateur CGT groupe ENGIE : 06 33 38 28 35